

LU POUR VOUS.

*ENOCH RUHIGIRA : « LA FIN TRAGIQUE D'UN REGIME PAR »*

PARU AUX EDITIONS LA PAGAIE, 2011.

La disparition de la scène politique rwandaise de l'ancien directeur de cabinet du président Habyarimana dès le lendemain de l'assassinat de son patron et son silence prolongé ont été diversement interprétés par les Rwandais et dans les cercles des étrangers intéressés par le dossier de la tragédie rwandaise<sup>1</sup>. Son témoignage était crucial et attendu impatientement. Son livre, « *La fin tragique d'un régime* », publié dernièrement aux éditions La pagaie répond adéquatement à mon attente et mérite d'être salué : « *Isagiye cyera, ibyara nkuru*<sup>2</sup> ». Mais, pour être sincère et complet, je devrais tout de suite ajouter: « *Il était temps* ».

Il était juste temps que ce témoignage soit disponible pour que mes avocats puissent l'évoquer lors des plaidoiries finales dans mon procès qui vont avoir lieu devant la Chambre III du Tribunal Pénal International pour le Rwanda ici à Arusha, dans moins d'un mois. Grande aurait été ma frustration de ne pas verser aux débats, le témoignage du plus proche collaborateur du Président Habyarimana pendant la période cruciale de son régime. Le Tribunal dispose là d'une pièce de taille dans le décryptage et l'écriture de l'histoire de la tragédie rwandaise<sup>3</sup>.

Dans son livre, Enoch Ruhigira confirme beaucoup de vérités que bien d'autres avant lui avaient soutenues sans pour autant convaincre pour diverses raisons. Accusés, ils sont facilement soupçonnés de vouloir mentir pour se disculper. Ils ne jouissent pas de la même autorité que ce collaborateur immédiat qui a assisté à toutes les audiences et pris note de tous les entretiens du président avec les divers acteurs rwandais, les diplomates et les autres hôtes du Rwanda pendant cette période capitale. Surtout, ils n'ont pas pu exhiber les documents inédits auxquels le public a enfin accès grâce à la publication de son témoignage par Enoch Ruhigira.

Enoch Ruhigira promet de nous livrer, dans le deuxième volume en préparation, le condensé des audiences du Président Habyarimana à partir de février 1993 jusqu'en mars 1994<sup>4</sup>. Comme je le connais, cette promesse est une dette que Ruhigira se fera le devoir d'honorer dans des délais

---

<sup>1</sup> Enoch Ruhigira le reconnaît à la page 290 de son livre en ces termes: « *J'ai écrit ce témoignage pour l'ensemble de la communauté rwandaise et de ses amis* ».

<sup>2</sup> Proverbe rwandais qui se traduit comme suit « *La vache qui tarde à vêler donne naissance à un adulte* ». Ce qui signifie: « *Ce qui est fait après mûre réflexion est bien fait* ».

<sup>3</sup> Enoch Ruhigira « *Rwanda. La fin tragique d'un régime. Le legs démocratique gaspillé* », Editions La Pagaie, 2011, pages 112 à 115, 217-218 et 231 à 237, notamment.

<sup>4</sup> Enoch Ruhigira, op.cité, pages 25 et 26.

raisonnables. En tant que témoin et parfois acteur dans certains des événements qui nous sont déjà restitués, mais surtout en tant qu'ami et collègue de longue date<sup>5</sup>, je me compte parmi les lecteurs susceptibles de formuler une appréciation éclairée sur l'ouvrage de Ruhigira. C'est à ce double titre que je livre aujourd'hui mes commentaires.

D'emblée, je me réjouis de retrouver dans le volume déjà publié, les principaux traits spécifiques du digne fils de Nzaratsi : « *la rigueur, la prudence, la discrétion, la tolérance et le sens de la mesure* ». C'est fort de ce constat que je vais suggérer des rectifications sur la restitution de trois événements importants, à mon avis incorrectement rapportés, en espérant que d'autres lecteurs ou l'auteur lui-même voudront bien me corriger si je me trompe.

### **1. Le récit sur le départ de la primature du Docteur Dismas Nsengiyaremye et son remplacement par Agathe Uwilingiyimana**<sup>6</sup>

Comme correctement rapporté à la 144, le ministre des affaires étrangères, Boniface Ngulinzira, a reçu mandat du premier ministre Nsengiyaremye de négocier et faire accepter sa candidature au poste de premier du Gouvernement de Transition à Base Elargie (GTBE) et de faire figurer son nom dans un des protocoles. Pour réussir cette mission impossible, Ngulinzira avait reçu carte blanche de Nsengiyaremye pour répondre positivement à toutes les exigences des négociateurs du FPR. Après avoir fait les concessions les plus extrêmes, Boniface Ngulinzira et Dismas Nsengiyaremye constatèrent, à leur désagréable surprise, que le chef de la délégation du FPR les avait roulés dans la farine, en tenant Faustin Twagiramungu au courant de toutes les tractations en cours et, une fois ses exigences satisfaites, en lui demandant de se débrouiller pour les faire avorter.

Pour faciliter la compréhension des enjeux, il faut rappeler à ce niveau que Faustin Twagiramungu, à l'époque président du MDR, était en compétition avec Dismas Nsengiyaremye pour le poste de Premier Ministre du GTBE. Faustin Twagiramungu avait le soutien de Paul Kagame tandis que Nsengiyaremye misait sur le soutien de Kanyarengwe, alors président du FPR. Ceci avait éclaté au grand jour lors des rencontres de Bujumbura, du 25/02/1993 au 02/03/1993, et de Dar-es-Salaam, du 05 au 07 mars 1993, faisant suite à l'attaque générale du FPR, le 08 février 1993, stoppée aux portes de la Capitale.

---

<sup>5</sup> Après leurs études universitaires en Belgique, Enoch Ruhigira et Edouard Karemera ont évolué ensemble comme hauts cadres dans l'Administration rwandaise et dans les organes du parti MRND au niveau préfectoral et national. Ils ont tous les deux exercé les fonctions similaires auprès du Président Habyarimana, mais dans des périodes et des circonstances différentes.

<sup>6</sup> Enoch Ruhigira, op.cité, pages 145 à 146.

A Bujumbura, Faustin Twagiramungu a négocié avec Alexis Kanyarengwe sous la surveillance des hommes de Paul Kagame<sup>7</sup>. La semaine suivante, ce fut le tour de Nsengiyaremye de signer avec Kanyarengwe le fameux « *Document confidentiel du 07 mars 1993*<sup>8</sup> » qui renvoyait du Rwanda, pratiquement sans délais<sup>9</sup>, les troupes françaises qui avaient aidé les FAR à stopper la progression du FPR vers Kigali.

Alerté par ses complices du FPR, Twagiramungu avait alors sollicité ses amis ministres du PL et du PSD pour soulever la question à la plus prochaine séance du Conseil des ministres. Acculé, Nsengiyaremye a été obligé d'inscrire la question à l'ordre du jour parmi les divers. Lors du débat, il se retrouva seul à défendre sa candidature, avec l'appui de Gaspard Ruhumuliza probablement mu par solidarité régionale. Agathe Uwilingiyimana brilla par son silence, car elle roulait déjà pour Twagiramungu soutenu par le FPR tandis que les deux autres ministres du MDR, inconditionnels de Nsengiyaremye, étaient en mission à l'étranger.

La question de la candidature au poste de premier ministre du GTBE a continué à empoisonner le travail du gouvernement et à alimenter les dissensions au sein du MDR jusqu'à la fin de la période de trois mois de prolongation de mandat, accordés le 16 avril 1993 au gouvernement du Docteur Nsengiyaremye, pour terminer les négociations avec le FPR<sup>10</sup>. Entretemps, les partis PSD, PL et MRND avaient adressé au Président Habyarimana, des mémorandums faisant une évaluation très critique de l'action du Docteur Nsengiyaremye à la tête du gouvernement de coalition des cinq partis et signifiant qu'ils s'opposeraient fermement à sa reconduction dans les mêmes fonctions à la tête du GTBE<sup>11</sup>. Ce n'est donc pas le Président Habyarimana qui a mis fin aux fonctions de Dismas Nsengiyaremye en tant que premier ministre, comme Ruhigira semble le suggérer<sup>12</sup>. Sans l'évaluation négative de ses anciens alliés des Forces Démocratiques de Changement, le Président Habyarimana et le MRND n'auraient jamais réussi à l'écarter de la Primature.

Il est vrai que Nsengiyaremye a lui-même donné le bâton pour le fouetter. Alors qu'il avait un adversaire coriace au sein de son parti, en la personne de Faustin Twagiramungu, Dismas

---

<sup>7</sup>A Bujumbura, certes Kanyarengwe a signé seul le communiqué final du 02 mars 1993, mais il avait été constamment surveillé et encadré par Rutaremara, Mazimpaka et Bizimungu.

<sup>8</sup> Document confidentiel entre le Gouvernement rwandais et le Front Patriotique Rwandais relatif aux modalités de retrait des troupes étrangères. Journal officiel de la République rwandaise N° 16 du 15 aout 1993, page 1447.

<sup>9</sup>Voir le calendrier de retrait et celui de cantonnement, dans le même numéro du Journal officiel, page 1447.

<sup>10</sup> Voir le Communiqué de presse des partis MRND, MDR, PSD et PL du 16 juin 1993 et la lettre du 6 juin (sic) 1993 adressée par le premier ministre Nsengiyaremye au Président Habyarimana.

<sup>11</sup>Voir le Mémorandum du 06 juillet 1993, transmis le 08 juillet au président Habyarimana, celui du MRND et celui du parti PSD tous les deux transmis au Président de la République, le 12 juillet 1993.

<sup>12</sup>Enoch Ruhigira, op.cité, page 145.

Nsengiyaremye a fait preuve d'une extraordinaire cécité politique lorsque, le 16 juillet 1993, avec ses amis Donat Murego et Froduald Karamira, il a craqué la porte et quitté les négociations en cours, en lui laissant le champ libre. Sans se gêner le moins du monde, ni consulter le parti, Faustin Twagiramungu a profité de cette désertion de ses collègues pour présenter la candidature d'Agathe Uwilingiyimana en remplacement de Nsengiyaremye dont le mandat à la tête du gouvernement expirait ce même jour à minuit.

Sans l'égoïsme, l'obstination et le manque de vision politique de Dismas Nsengiyaremye, le MDR aurait pu éviter l'impasse en proposant un autre candidat pour le poste de Premier Ministre du GTBE et en maintenant Nsengiyaremye en fonction jusqu'à la fin des négociations. Probablement qu'une décision dans ce sens aurait évité le désastre au pays. Il n'y avait aucun obstacle majeur à décider dans ce sens puisque le MDR comptait dans ses rangs beaucoup d'hommes de valeur et que, comme nous le savons aujourd'hui, ce parti avait même déjà identifié Jean Kambanda comme candidat possible pour occuper ce poste<sup>13</sup>.

## **2. Le récit édulcoré de la rencontre de Dar-es-Salaam et la signature du fameux document confidentiel du 07 mars 1993 négocié secrètement entre Dismas Nsengiyaremye et Alexis Kanyarengwe<sup>14</sup>.**

Si mes souvenirs sont exacts Enoch Ruhigira et Faustin Munyazesa faisaient partie de la délégation gouvernementale conduite par le Premier Ministre Dismas Nsengiyaremye lors de la rencontre de Dar-es-Salaam du 05 au 07 mars 1993.<sup>15</sup> Deux documents d'inégale importance ont sanctionné la dite rencontre : le Communiqué conjoint et le « *Document confidentiel du 07 avril 1993* ». Le communiqué conjoint a été contresigné par le représentant du Facilitateur, le Premier Ministre et Vice-président de la République Unie de Tanzanie John S. Malecela. Il a été diffusé et commenté comme étant le seul document ayant sanctionné la rencontre<sup>16</sup>. Le Document confidentiel était de loin le plus important ; le chef du gouvernement d'un pays en guerre y faisant d'importantes concessions à l'ennemi, en échange d'un hypothétique respect par ce dernier du cessez-le-feu et de sa promesse non moins hypothétique de revenir à la table des négociations. Ce document ne porte pas la signature du représentant du Facilitateur. Or, ce

---

<sup>13</sup>Jean Kambanda lui-même en a longuement parlé dans ses confessions faites aux enquêteurs du bureau du Procureur à Dodoma.

<sup>14</sup> Enoch Ruhigira, op.cité, pages 160, note de bas de page 179 et page 162, note de bas de page 181.

<sup>15</sup>De retour de cette mission, comme d'habitude, les deux ministres sont venus informer le Bureau politique du MRND.

<sup>16</sup> Lire le dit Communiqué conjoint dans le Journal officiel de la République rwandaise N°16 du 15/08/1993, pages 1441 à 1446.

n'était pas la première fois que le FPR violait le cessez-le-feu pour monter les enchères, dans la suite des négociations. Le Facilitateur ne pouvant pas garantir les engagements pris en secret par Alexis Kanyaremye au nom du FPR, Nsengiyaremye venait de troquer l'assistance militaire française contre du vent.

En réalité l'arrangement secret de Dar-es-Salaam s'inscrivait dans la même logique partisane qui avait prévalu lors de la rencontre de Bujumbura entre une délégation du FPR et les partis de l'opposition intérieure, fermement dénoncée par le MRND qui avait refusé d'y prendre part malgré les fortes pressions de l'ambassadeur des Etats Unis d'Amérique<sup>17</sup>. En signant un tel document, le premier ministre Nsengiyaremye savait bien qu'il mettait fin à la seule assistance militaire dont les FAR jouissaient, en ce pire moment de la guerre. Il savait que sans cette assistance les FAR n'allaient plus pouvoir contenir, pour longtemps, les troupes du FPR stoppées à Rulindo, aux environs de 30 Km de la Capitale. La stratégie du FPR apparentée au « *Fight and Talk* » des maoïstes était suffisamment connue<sup>18</sup> pour que le chef du gouvernement rwandais puisse prétendre qu'il était le seul à l'ignorer.

Surpris par cette décision irresponsable, le Président Mitterrand a dépêché son ministre de la Coopération à Kigali, à la tête d'une importante délégation comprenant des militaires de haut rang et des diplomates, avec mission une fois de plus de « *pousser le Président Habyarimana et son Premier Ministre à parler d'une même voix face au FPR* », mais ce fut en vain comme lors de la précédente mission de février 1993<sup>19</sup>. La façon dont ces deux rencontres et les documents les sanctionnant sont abordés dans le livre ne me semble pas refléter la réalité. Les communiqués du 02 et du 07 mars 1993 montrent dans quelle ambiance les discussions de Bujumbura et de Dar-es-Salaam se sont déroulées. Les préoccupations partisans et la volonté de mettre en difficulté, voire même de supplanter le Président Habyarimana et son parti, dans les discussions avec l'agresseur venaient nettement avant l'intérêt supérieur du Pays.

Eu égard à la situation difficile que les FAR traversaient à ce moment, la signature du fameux document confidentiel du 07 avril 1993 et le refus de Dismas Nsengiyaremye de considérer les conseils du Ministre français de la Coopération étaient bel et bien des actes de trahison. C'est en vain que, probablement sans s'en rendre compte, Enoch Ruhigira tente aujourd'hui de minimiser

---

<sup>17</sup> Contacté en sa qualité de président de la Commission politique du MRND, Edouard Karemera avait alors opposé une fin de non recevoir à l'émissaire de l'ambassadeur Robert Flatten.

<sup>18</sup> Lire à ce sujet, le Chapitre IV du récent ouvrage du général français Didier Tauzin « Rwanda. Je demande justice pour la France et ses soldats », Editions Jacob-Duvernet, 2011.

<sup>19</sup> Enoch Ruhigira, op. cité, page 162.

leur portée en les justifiant par les rivalités politiques qui opposaient les deux premiers responsables de l'Exécutif rwandais.

Ces actes du Premier Ministre Nsengiyaremye rappellent étrangement le communiqué du 03 juin 1992, annonçant le pacte scellé entre le FPR et les partis MDR, PSD et PL à l'issue de leur rencontre controversée de Bruxelles, du 29/05 au 03/06/1992, et la fameuse déclaration de Faustin Twagiramungu approuvant l'attaque de la ville de Byumba par le FPR, le 05 juin 1992. Unanimement condamnée par le peuple rwandais, cette malheureuse déclaration disqualifie encore aujourd'hui son auteur, aux yeux des ressortissants de Byumba qui ont survécu aux attaques meurtrières du FPR. Pourquoi le peuple rwandais serait-il plus indulgent envers l'ancien premier ministre Nsengiyaremye qui a donné au FPR les facilités pour défaire son armée, confisquer le Rwanda après avoir tué ou fait tuer des milliers et des milliers de victimes innocentes et sevrer les Rwandais de la démocratie à peine retrouvée dans le cadre de la constitution du 10 juin 1991? Nsengiyaremye et ses suppôts peuvent-ils contester que ce dernier n'aurait jamais accédé à un si haut niveau de responsabilité, sans cette constitution du 10 juin 1991?

### **3. Le récit de la cérémonie inachevée de mise en place des Institutions de transition à base élargie, le 05 janvier 1994<sup>20</sup>.**

Le 05 janvier 1994, peu après 11H00, Juvénal Habyarimana a prêté serment comme Président de la République pour la période de transition. A son assassinat, le 06 avril 1994, il était la seule institution prévue par l'Accord de paix d'Arusha qui était en place. Comme Enoch Ruhigira l'écrit dans son livre, la cérémonie a été marquée par une tension perceptible au niveau des services chargés du Protocole, des services de sécurité et de ceux de la MINUAR. Les officiels du FPR logés dans l'Hôtel Amajyambere contigu à la salle des cérémonies ont effectivement boycotté la séance de prestation de serment du Président. Par contre, contrairement à ce qu'écrit Ruhigira<sup>21</sup>, Agathe Uwilingiyimana et Faustin Twagiramungu étaient tous les deux présents dans la salle et ont suivi, religieusement, le discours injurieux du président de la Cour Constitutionnelle, Joseph Kavaruganda, à l'adresse du Président Habyarimana avant de recevoir son serment. C'est seulement quand Habyarimana a annoncé la suspension de la cérémonie

---

<sup>20</sup>Enoch Ruhigira, op. cité, page 188.

<sup>21</sup> Enoch Ruhigira, op. cité, page 188.

jusqu'à 15H00<sup>22</sup> que les deux ont commencé à s'agiter comme attesté par les photos d'archives<sup>23</sup> et d'autres documents contemporains.

Dans l'après-midi le premier ministre Uwilingiyimana, le premier ministre désigné Faustin Twagiramungu et le président de la Cour Constitutionnelle, Joseph Kavaruganda<sup>24</sup>, ont emboîté le pas aux officiels du FPR et boycotté les trois volets de la cérémonie reportés à 15H00 : la prestation de serment des députés, l'élection du Bureau du Parlement et la prestation de serment des membres du Gouvernement de transition à base élargie au FPR.

Ces trois rectifications suggérées ne diminuent en rien mon appréciation globale et positive sur tout le livre. A elle seule, la rigueur dont Ruhigira a fait preuve dans la présentation de tant d'événements après tant d'années d'errance force mon respect et m'autorise à recommander, sans réserve, la lecture de ce livre qui éclaire beaucoup d'aspects du régime Habyarimana jusque là inconnus ou mal présentés au grand public. Son témoignage complète utilement et/ou corrige les publications faites à chaud par certains experts et autres spécialistes autoproclamés du conflit rwandais<sup>25</sup>.

**Quelques considérations et commentaires en rapport avec le contenu de la première partie du livre. : « Jalons vers la catastrophe (1991-1994) »<sup>26</sup>.**

Comme déjà indiqué, le témoignage de Ruhigira est crucial pour l'écriture de l'histoire de la guerre imposée par le FPR au peuple rwandaise à partir du premier octobre 1990 et qui a culminé dans l'hécatombe d'avril juillet 1994. Les conséquences de cette tragédie ont dépassé les frontières nationales et, aujourd'hui encore, elles perturbent toute la région des Grands lacs d'Afrique. Impatiemment attendue, la publication de ce témoignage apporte des réponses à certaines des interrogations sur l'Homme Habyarimana assassiné le 06 avril 1994 et sur son régime. Il fait une évaluation sans complaisance de la situation du Rwanda au 06 avril 1994 et établit un état des lieux très critique de la situation actuelle. Il explore et propose des voies de

---

<sup>22</sup> Le Président voulait mettre la pause à profit pour essayer avec les deux premiers ministres de résoudre les problèmes posés à la dernière minute par la liste des députés du Parti Libéral et dans l'attribution de certains postes ministériels.

<sup>23</sup> La Télévision rwandaise a filmé toute la cérémonie.

<sup>24</sup> Joseph Kavaruganda a expliqué son absence en exhibant une lettre lui envoyée par Agathe Uwilingiyimana, décommandant la cérémonie.

<sup>25</sup> Il y a lieu de citer, à titre d'exemples, Colette Braeckman, Filip Reyntjens, André Guichaoua, Gérard Prunier, Jean Pierre Chrétien, Alison Des Forges dont les publications ont longtemps été considérées comme des références incontournables..

<sup>26</sup> Enoch Ruhigira, op. cité, pages 27 à 205.

sortie de l'impasse politique et sociale dans laquelle végète ce pays depuis la confiscation du pouvoir et du patrimoine national par une oligarchie militaro-affairiste animée par Paul Kagame, sous le couvert de la « *Famille FPR* ». <sup>27</sup>

Le témoignage du dernier plus proche collaborateur du président Habyarimana renseigne sur ses choix et sur les réformes entreprises pour régler les problèmes politiques majeurs auxquels son régime avait eu à faire face ou des initiatives prises pour résoudre les grands problèmes du moment. Ces problèmes avaient pour noms: la participation effective des minorités ethniques dans l'exercice du pouvoir politique<sup>28</sup>, le règlement définitif du problème des réfugiés<sup>29</sup>, le régionalisme et l'ethnisme<sup>30</sup>, le contentieux né des assassinats, sous son régime, des politiciens originaires du Sud du pays<sup>31</sup>, l'immixtion de son entourage familial et régional dans la gestion du pouvoir et des affaires de l'Etat, les réformes économiques, la restructuration du parti, le règlement de la guerre par la voie des négociations, la levée des obstacles à la mise en œuvre des accords de paix d'Arusha ainsi que l'amélioration des conditions de vie hautement dégradées des personnes déplacées par la guerre...etc.

Enoch Ruhigira témoigne également sur les diverses missions de contact ou de négociation, souvent délicates, qu'il a accomplies pour le compte du Président aussi bien auprès des principaux acteurs politiques nationaux et auprès de chefs de missions diplomates accrédités à Kigali. Témoin privilégié des audiences accordées par le Président, il nous a déjà livré un avant goût du condensé qu'il a promis d'en faire dans le volume 2 de son témoignage. Pour permettre au lecteur sceptique de vérifier ses sources, Ruhigira a mis à la disposition du public intéressé tous les documents d'archives en sa possession, jusqu'aux notes manuscrites contenant les instructions du Président Habyarimana sur divers dossiers. C'est donc avec une autorité incontestable et renforcée qu'il critique l'amateurisme des politiciens de l'opposition intérieure et pointe leurs énormes responsabilités dans la tragédie rwandaise.<sup>32</sup> C'est avec la même lucidité

---

<sup>27</sup> Le Président Kagame et ses conseillers continuent de berner les rwandais en leur disant que le FPR n'est pas un parti politique mais une famille. Le FPR est tout, sauf une famille au sens rwandais du terme.

<sup>28</sup> Enoch Ruhigira, op. cité, pages 73-76.

<sup>29</sup> Ibidem, pages 81-83

<sup>30</sup> Ibidem, pages 268-272.

<sup>31</sup> Ibidem, pages 28 et 283-284.

<sup>32</sup> Ibidem, pages 102 à 106 et 283 à 286.



qu'en général<sup>33</sup> il stigmatise les responsabilités de la communauté internationale dans les malheurs du peuple rwandais, avec un accent particulier sur celle de certains pays<sup>34</sup>.

Pour autant, le témoignage de Ruhigira n'a pas, ni ne pouvait épuiser tout le sujet. Au contraire, certains développements laissent le lecteur sur sa faim, quand ils ne suscitent pas davantage de questions. Ainsi par exemple, ce titre du livre « *la fin tragique d'un régime* » ne fait pas que renvoyer à l'apocalypse qui a suivi l'assassinat du Président Habyarimana que Ruhigira n'aborde pas. Il réfère également à cet assassinat qui est l'élément déclencheur du génocide, pour paraphraser le Procureur du TPIR. En consacrant environ quatre pages à cet événement majeur<sup>35</sup>, Enoch Ruhigira fait certainement mieux que tous les procureurs qui ont tout fait pour escamoter tout débat à ce sujet en évacuant du dossier toute référence à l'attentat du 06 avril 1994. Néanmoins, le lecteur qui se souvient de ce que des spéculateurs malveillants ont invariablement accusé le Directeur de cabinet Ruhigira d'avoir pris l'initiative d'ajouter le nom du Général Déogratias Nsabimana sur la liste des membres de la délégation avant de la soumettre au Président pour approbation<sup>36</sup>, reste dubitatif et continuera à réclamer de plus amples éclaircissements.

D'aucuns ont encore avancé que cette rencontre qui devait avoir lieu à Arusha a été transférée à Dar-es-Salaam à la dernière minute ; qu'un des chefs d'Etat invités est arrivé avec grand retard et a tout essayé pour faire trainer les débats dans le but inavoué de retarder le retour à Kigali du Président Habyarimana avant la tombée de la nuit, afin de faciliter l'exécution de l'attentat contre son avion telle que programmée à l'avance, avec sa complicité. Au fait véridique que le président tanzanien Hassan Mwinyi, hôte du sommet, ne s'est même pas gêné pour envoyer un télégramme de condoléances à la famille Habyarimana et au peuple rwandais éprouvés, sont venues s'ajouter les rumeurs selon lesquelles il aurait refusé à son homologue rwandais de passer la nuit à Dar-es-Salaam. Toutes ces indications montrent qu'il y a encore beaucoup de zones d'ombres à éclairer.

Le lecteur peut légitimement réclamer du directeur de cabinet qu'il explique un peu, comment le Président de la République, le Ministre de la Défense, le Ministre de l'Intérieur et le Chef d'Etat Major de l'Armée se sont tous retrouvés à l'étranger au même moment? Quel sujet de l'ordre du

---

<sup>33</sup> La Mission d'Assistance des Nations Unies au Rwanda (MINUAR) devrait répondre du manque de neutralité du général Roméo Dallaire.

<sup>34</sup> Il cite dans l'ordre d'implication, l'Ouganda, la Tanzanie, les Etats Unis d'Amérique, la Belgique et la France.

<sup>35</sup> Enoch Ruhigira, op. cité, pages 201 à 205.

<sup>36</sup> Il s'agit de la délégation présidentielle au sommet de Dar-es-Salaam du 6 avril 1994

jour du sommet de Dar-es-Salaam exigeait impérativement la présence du Chef d'Etat-major des FAR ? Que disent les rapports établis par les diplomates rwandais qui ont suivi les préparatifs et le déroulement de cette maudite rencontre de Dar-es-Salaam ? Que disent les archives des pays ayant participé au dit sommet, sur les interventions des différents Chefs d'Etat et de délégations ? Qu'en est-il du communiqué final signé et publié à la fin des travaux ? Autant de questions pertinentes que le livre d'Enoch Ruhigira n'a pas abordées.

Il est compréhensible que le Directeur de cabinet qui ne faisait pas partie de la délégation présidentielle ne puisse pas avoir des réponses à toutes ces questions. Cependant, outre les diplomates en poste à Dar-es-Salaam, une délégation conséquente avait été dépêchée sur place pour assurer la sécurité du Président. Parmi les membres de la délégation présidentielle, il y avait des personnalités de haut rang qui ne pourront pas se dérober indéfiniment : ministre de l'intérieur Faustin Munyazesa et celui des affaires étrangères, Anastase Gasana ainsi que le Conseiller diplomatique du président, Runyinya Barabwiriza, et le Conseiller juridique Justin Munyemana ont des indications sur comment Habyarimana et sa délégation ont passé cette fatale journée du 06 avril 1994 dans la capitale tanzanienne. Enoch Ruhigira devrait songer à obtenir de ces personnalités qui, heureusement, sont encore en vie qu'elles lui disent ce qu'elles ont vu, entendu ou constaté durant leur mission à Dar-es-Salaam. Le peuple rwandais qui a financé leur mission a le droit d'être informé de tout ce qu'ils savent.

**Quelques considérations et commentaires en rapport avec le contenu de la deuxième partie du livre «*Pour éviter de nouvelles catastrophes. La nécessaire relecture des événements*»**

Parlant du processus de démocratisation<sup>37</sup>, Enoch Ruhigira fait un témoignage favorable sur mon engagement pour les changements de méthodes d'approche des problèmes politiques par le MRND, parti unique, bien avant que le vent de la démocratisation ne souffle sur les pays africains, suite au chute du mur de Berlin, à la fin de la guerre froide et au désormais célèbre discours du Président Mitterrand à la Conférence franco-africaine de la Baule<sup>38</sup>. Mais, le récit sur cet épisode suscite deux questions qui m'interpellent personnellement. « *Fallait-il, oui ou non, poursuivre le processus de démocratisation malgré le déclenchement de la guerre d'octobre par le FPR. Comment le Président Habyarimana a-t-il manœuvré pour arriver à ses fins* ».

---

<sup>37</sup> Enoch Ruhigira, op. cité, pages 39, 44 et 53

<sup>38</sup> Parlant quasiment au nom de tous les partenaires occidentaux de l'Afrique, le Président français avait averti les chefs d'Etat présents que les aides octroyées à leurs pays allaient désormais dépendre des avancées sur le plan des réformes politiques en faveur du pluralisme politique.

Cette fois encore, le témoignage d'Enoch Ruhigira sur la position du président est conforme à la vérité. Quant à moi, je n'ai pas eu à me poser beaucoup de questions à ce sujet. Ma détermination pour mener à terme les consultations ordonnées par le Président avant d'engager les réformes politiques annoncées dans son discours programme du 15 janvier 1989 était bien connue. Je confirme également que parmi les ténors du MRND, certains ont effectivement traité Habyarimana de grand naïf et ne m'ont pas facilité la tâche en tant que président de la Commission nationale de synthèse. Mais dans leur grande majorité, les Rwandais avaient réellement soif de changement. Lors de nos consultations menées auprès de diverses catégories socioprofessionnelles, ils se sont massivement prononcés pour les réformes politiques et le président a suivi à la lettre, les conclusions de la Commission nationale de synthèse.<sup>39</sup>

Mais ce n'était pas du tout aisé. Le Président Habyarimana a vite senti l'hostilité de certains membres influents du Comité central à son projet de réforme et, en fin politicien, il a agi en conséquence. Une fois le rapport de la Commission nationale de synthèse et celui de la Commission de restructuration du MRND déposés sur son bureau<sup>40</sup>, il a immédiatement convoqué le Congrès extraordinaire du MRND du 28 avril 1991. Un seul point était inscrit à l'ordre du jour : adoption du rapport de la Commission nationale de synthèse et du rapport de la Commission de restructuration du MRND.

A l'issue de ses assises qui ont duré une journée, le Congrès du MRND avait alors adopté les deux rapports et donné mandat au Président Habyarimana d'entamer les réformes du parti unique pour le préparer au multipartisme en perspective. Au lendemain de ce Congrès, le Gouvernement a été saisi du rapport de la Commission nationale de synthèse dont le projet de la nouvelle constitution était la pièce centrale. Ce projet a été adopté sans rien y changer et tout le dossier a été transmis au Parlement. Après les débats qui ont duré un mois, le CND restaurait le multipartisme en adoptant la nouvelle constitution, promulguée le 10 juin 1991. Entretemps, le Président Habyarimana avait procédé à un profond remaniement du Comité central du MRND et écarté tous ces ténors hostiles à son projet de réforme.

---

<sup>39</sup>Rapport de la Commission nationale de synthèse. Kigali, Mars 1991.

<sup>40</sup> La Commission nationale de synthèse était présidée par Edouard Karemera et comprenait 30 membres. Elle a été mise en place le 24 septembre 1990 et a déposé son rapport le 29 mars 1991. La Commission de restructuration du MRND était présidée par Faustin Munyazesa et comptait 32 membres dont cinq permanents. Elle a déposé son rapport, fin mars 1991.

A plusieurs endroits de son témoignage, Enoch Ruhigira qualifie la position du Président Habyarimana sur divers sujets comme étant responsable, modérée et mûrement réfléchie.<sup>41</sup> Il dément et s'insurge contre la propagande malveillante voulant le présenter comme un politicien ambivalent et indécis.<sup>42</sup> Par son témoignage, le dernier directeur de cabinet du Président Habyarimana redonne son vrai sens au vocable « *modéré* ». Il ne l'utilise pas dans le sens galvaudé lui donné par la propagande du FPR et ses suppôts pour distinguer les individus ou groupuscules très peu représentatifs de leurs adversaires politiques de loin plus crédibles qu'il fallait qualifier d'extrémistes pour mieux les diaboliser, les écarter du pouvoir et les faire condamner par les juridictions nationales ou le Tribunal onusien d'Arusha.

Face au radicalisme exacerbé du régime FPR qu'il dénonce avec la dernière énergie, Enoch Ruhigira revendique l'espace de liberté de parole et d'action pour les hommes et les femmes modérées qui, de son point de vue, sont les seuls à pouvoir réconcilier les Rwandais et rallumer le flambeau de la démocratie au pays des mille collines. S'adressant aux puissants de ce monde qui ont pris fait et cause du FPR contre les aspirations du peuple rwandais, depuis plus de 16 ans déjà, Enoch Ruhigira les rassurent : « *les modérés ne sont pas forcément des barrières aux intérêts stratégiques et géopolitiques des grandes puissances, si ces intérêts sont bien compris et bénéficiaires à toutes les parties*<sup>43</sup> ».

Le deuxième volet du titre de son ouvrage sonne comme un constat définitif et se lit comme suit : « *le legs démocratique gaspillée* ». Ce jugement sévère mais correct amène Enoch Ruhigira à prendre son courage par les deux bras et rappeler leurs lourdes responsabilités aux anciens acteurs politiques rwandais, ceux de la mouvance présidentielle comme ceux de l'opposition politique intérieure. Après avoir jeté leur pays dans l'abîme, ils se sont tous volatilisés au lieu de se mettre à l'écoute de la jeune génération et de l'aider dans son combat légitime contre le pouvoir dictatorial et exclusif du FPR. Plus personne ne les entend. Il est vrai que beaucoup d'entre eux ont été liquidés par le FPR, que d'autres sont détenus dans des conditions déplorables au Rwanda et que certains autres ont été condamnés ou sont encore en jugement devant le TPIR. Cependant tous les anciens politiciens rwandais ne sont pas morts ni ne sont pas en prison, poursuivis ou condamnés par le TPIR. Le silence assourdissant de « *certain anciens barons du régime, pompeusement surnommés les bras droits du Général* » suscitent de légitimes interrogations. Il en est de même de ces opposants improvisés, motivés par

---

<sup>41</sup> Enoch Ruhigira, op. cité, pages 57, 63, 114-115, 143, 159, 165-167, 191, 211-212, 231-232 et 276, notamment.

<sup>42</sup> Ibidem page 63

<sup>43</sup> Ibidem page 277

la haine contre Habyarimana ou attirés par des promesses alléchantes leur faites par certains chefs de partis, dont la gestion orthodoxe des biens de l'Etat était le dernier des soucis.

C'est à tous ses compatriotes modérés, sans distinction basée sur leurs origines ethniques ou régionales qu' Enoch Ruhigira adresse ce message d'espoir, « *la voix des modérés, c'est là peut-être l'espoir du peuple rwandais*<sup>44</sup> », avant de les inviter à se rassembler, à reprendre le projet politique de Habyarimana et aider la jeune génération à rallumer le flambeau de la démocratie<sup>45</sup>. Il a pris soin de leur indiquer la voie à suivre tout en les mettant en garde contre les dangers à éviter: « *La voie de la modération doit chercher à mieux s'organiser, à mieux se faire entendre et, surtout, savoir que la communauté internationale est parfois cynique, amorphe et égoïste*<sup>46</sup> ». Je souhaite vivement que les « *vrais modérés* » répondent à son appel.

### **Conclusion :**

C'est à juste titre qu'Enoch Ruhigira dénonce les mythes construits autour des actions du FPR, postérieurement à sa prise du pouvoir. Il fallait dénoncer avec autant de fermeté, les fallacieux prétextes avancés par cette organisation politico-militaire extrémiste pour lancer sa guerre d'agression contre le peuple rwandais. Dans les deux cas, le FPR a bénéficié de la bienveillante attention de la communauté internationale abusée par sa propagande savamment orchestrée, la naïveté des Hutu lui facilitant la tâche. Certainement que beaucoup de ses lecteurs souhaitent qu'Enoch Ruhigira consente un effort supplémentaire et consacre à ce volet, un chapitre du volume 2 de son témoignage. Quant à moi je ne peux que l'encourager dans ce sens.

Arusha, ce 05 août 2011.

**Edouard Karemera**

---

<sup>44</sup> Enoch Ruhigira, op. cité, page 275.

<sup>45</sup> Ibidem, pages 274 à 275.

<sup>46</sup> Ibidem, page 277